

PRÉFET DU VAL-D'OISE

CABINET

Service Interministériel
de Défense et de
Protection Civiles

Cergy le,

13 JUIL. 2018

Arrêté préfectoral n° 2018-0032
renouvelant l'autorisation d'exploitation du tunnel de Taverny sur l'autoroute A 115

LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 118-1 à L.118-5 et R. 118-1-1 à R. 118-3-9 ou R. 118-4-7 ;

VU la loi 2002-3 du 3 janvier 2002 relative à la sécurité des infrastructures et systèmes de transport ;

VU la loi 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports, notamment son article 10 ;

VU le décret 2004-160 du 17 février 2004 modifiant le décret du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le décret 2005-701 du 24 juin 2005 relatif à la sécurité des ouvrages du réseau routier ;

VU le décret 2006-1354 du 8 novembre 2006 relatif à la sécurité des ouvrages du réseau routier et modifiant le code de la voirie routière ;

VU l'arrêté du 18 avril 2007 relatif à la composition et la mise à jour des dossiers préliminaire et de sécurité et au compte-rendu des incidents et accidents significatifs ;

VU la circulaire 2006-20 du 29 mars 2006 relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300 mètres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 150092 du 30 avril 2015 portant renouvellement de la composition de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU le dossier de sécurité déposé en préfecture le 26 novembre 2014 par la Direction des Routes Île-de-France (DIRIF), maître d'ouvrage de cette infrastructure ;

VU le rapport de sécurité de l'expert M. Jean-Gilles Arnaudet en date du 28 août 2014 ;

VU l'avis favorable émis le 3 juin 2015, par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'avis favorable assorti des réserves et recommandations de la Commission Nationale d'Évaluation de la Sécurité des Ouvrages Routiers (CNESOR) rendu lors de sa séance du 29 janvier 2015 ;

CONSIDERANT la nécessité de renouveler pour une durée maximale de six années, l'autorisation de mise en service du tunnel de Taverny, sur la base du dossier de sécurité actualisé par le maître d'ouvrage ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet du préfet du Val-d'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'autorisation de mise en service du tunnel de Taverny est renouvelée jusqu'à la date du 3 juin 2021. Elle devra faire l'objet d'une demande de renouvellement par le maître d'ouvrage au plus tard cinq mois avant l'expiration de sa période de validité.

ARTICLE 2 : Le maître d'ouvrage est chargé d'assurer l'entretien, la surveillance et l'exploitation du tunnel de Taverny. Conformément à l'article R. 118-3-8 du code de la voirie routière, le maître d'ouvrage et les services d'intervention devront organiser une fois par an un exercice de sécurité conjoint. Basé sur des scénarios d'incidents définis au regard des risques encourus dans le tunnel, il est destiné à tester les consignes d'exploitation, le Plan d'Intervention et de Sécurité et leur mise en œuvre par le personnel.

ARTICLE 3 : En cas de modification importante des conditions d'exploitation, d'évolution significative des risques, ou après un incident ou un accident grave, une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter devra être déposée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article R.118-3-3 du code de la voirie routière.

ARTICLE 4 : Le maître d'ouvrage est tenu d'informer sans délai le Service interministériel de défense ou de protection civiles (SIDPC) et la Direction départementale des territoires (DDT) de tout incident ou accident susceptible de mettre en cause la sécurité des usagers et des tiers. Toute information téléphonique devra être confirmée par écrit.

ARTICLE 5 : Un comité de suivi composé d'un représentant du maître d'ouvrage (DIRIF), du maire de Taverny, du Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS), de la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP), de la CRS autoroutière nord Île-de-France (CANIF), de la Direction Départementale des Territoires (DDT) et du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles (SIDPC) se réunira au moins une fois par an pour échanger sur la mise en œuvre des prescriptions ou recommandations posées par Commission Nationale d'Évaluation de la Sécurité des Ouvrages Routiers (CNESOR), la programmation et l'analyse des exercices de sécurité, le retour d'expérience des incidents et accidents significatifs et plus largement afin de proposer toute initiative de nature à renforcer la sécurité.

ARTICLE 6 : Cette autorisation ne dispense pas la DIRIF de lever les réserves et de suivre les recommandations exprimées par la Commission Nationale d'Évaluation de la Sécurité des Ouvrages Routiers (CNESOR) dans son avis rendu le 29 janvier 2015.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice de cabinet du préfet du Val-d'Oise, Monsieur le directeur départemental des territoires, Monsieur le directeur interdépartemental des routes d'Île-de-France, Monsieur le commandant de la C.R.S. autoroutière Nord Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-d'Oise.

ARTICLE 8 : Une copie du présent arrêté sera adressée au :

- sous-préfet d'Argenteuil ;
- directeur des routes Île-de-France ;
- directeur départemental de la sécurité publique ;

Arrêté n° 2018-0032 - Tunnel TAVERNY.

- directeur départemental du service d'incendie et de secours du Val-d'Oise ;
- président du conseil départemental du Val-d'Oise ;
- maire de la commune de Taverny ;
- commandant la CRS autoroutière nord l'Île-de-France ;
- commissaire commandant la circonscription de sécurité publique d'Ermont.

Fait à Cergy-Pontoise, le

13 JUL. 2018

Le Préfet,



Jean-Yves LATOURNERIE